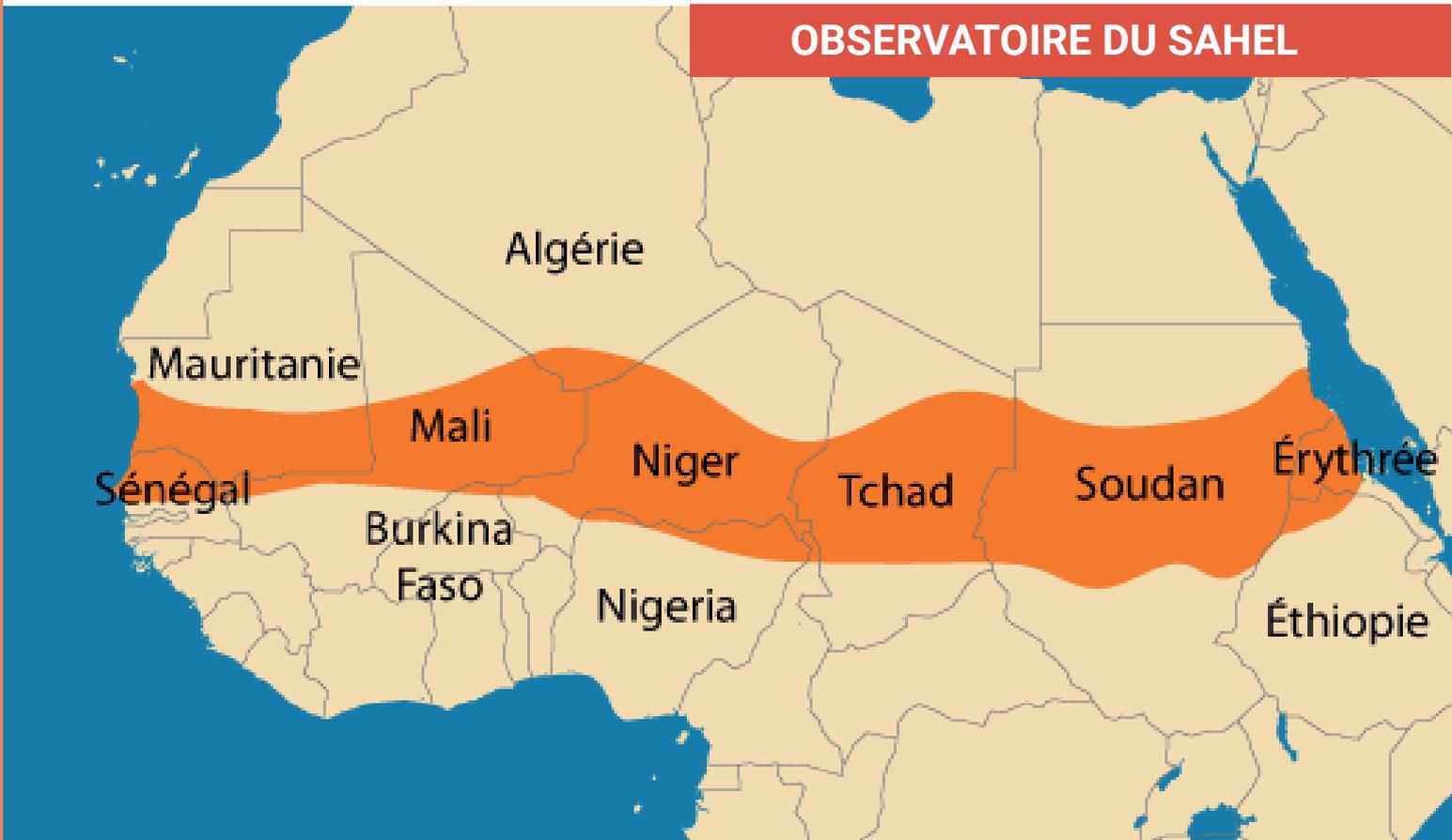




OBSERVATOIRE DU SAHEL



EDUCATION, FORMATION, EMPLOI DES JEUNES ET CRISE SECURITAIRE AU SAHEL

AUTEUR

RABIOU BARMOU

Ancien Ministre de la jeunesse et des sports, Niger.

COORDINATEUR SCIENTIFIQUE

DR. LADJI OUATTARA

Directeur scientifique de l'Observatoire des enjeux géopolitiques, sécuritaires et socio-politiques du Sahel de Thinking Africa, enseignant à l'Université d'Evry (France) et à l'Université Abdou Moumouni de Niamey (Niger).

INTRODUCTION

Des indépendances à nos jours, les pays du Sahel se sont distingués par leurs expositions à des crises endémiques liées au sous-développement, à la mauvaise gouvernance économique et politique. Ils demeurent soumis aux effets pervers de la mondialisation qui renforcent paradoxalement les contraintes en creusant de façon abyssale la fracture sociale et économique. Par ailleurs, ces pays n'ont pas été épargnés par la stratégie de territorialisation des mouvements djihadistes qui s'installent dans cette région en utilisant une instrumentalisation politique et idéologique de l'islam. De plus, des facteurs exogènes viennent remettre en question les équilibres précaires creusant davantage le fossé entre les élites dirigeantes et les populations locales, tout en approfondissant la conflictualité dans ces pays. A cela s'ajoutent d'autres défis que sont le trafic de drogues et des personnes notamment. Cependant, la véritable équation de ces pays majoritairement juvénile, demeure aujourd'hui les difficultés liées à l'intégration des jeunes dans la société, qui sont davantage affectés par les mouvements migratoires et les déséquilibres sous régionaux.

I. LE CONTEXTE SECURITAIRE AU SAHEL

Les pays du G5 Sahel subissent un niveau élevé de terrorisme qui impacte fortement les jeunes. L'indice mondial du terrorisme 2020, qui détermine les 50 premiers pays les plus touchés par le terrorisme, place le Mali à la 11^{ème} place des pays les plus impactés par le terrorisme avec un indice de 7,5 (Indice allant de 0 à 10 comme impact le plus élevé du terrorisme), le Burkina Faso à la 12^{ème} place du classement, le Niger à la 23^{ème} place et le Tchad à la 33^{ème} place.

L'expansion des affiliés de DAESH (État islamique en Irak et au Levant) en Afrique subsaharienne a entraîné une recrudescence du terrorisme, surtout au Sahel. La plus forte augmentation du nombre de décès dus au terrorisme a eu lieu au Burkina Faso, où en cinq ans, les attentats terroristes ont fait dans le pays plus de 1 400 morts (juin 2021) et plus d'un million de déplacés internes. Cette augmentation est principalement due à trois groupes : l'État islamique dans le



Grand Sahara (EIGS), *Jamaat Nusrat al-Islam wal Muslimin* (JNIM) et la branche burkinabé d'*Ansar al-Islam*.

Les caractéristiques agro-écologiques, socio-politiques et économiques des pays du G5 Sahel mettent en relief un certain nombre de fragilités structurelles qui se présentent sous forme de contraintes: (i) position charnière de ces pays aux sein

La forte proportion des jeunes dans la population totale avec pour corollaire le chômage et une augmentation exponentielle de la demande sociale exercent une pression difficilement soutenable sur l'offre et la qualité des services sociaux de base.

d'une sous-région fortement agitée par des menaces polymorphes et protéiformes déstabilisatrices des Etats; (ii) conditions écologiques contraignantes, les exposant à de fortes instabilités sur le plan agro-climatique et sur le plan

la sécurité alimentaire et de la préservation de la biodiversité, (iii) économies fortement impactées par la pandémie de la Covid-19, (iv) grands déséquilibres de développement entre régions d'un même pays et (v) instabilité socio-politique et incapacité des dirigeants à garantir un État de droit.

Ces instabilités désarticulent l'économie des ménages, diminuent leurs capacités de résilience et favorisent le basculement des plus vulnérables, notamment les jeunes dans une précarité structurelle. Cet enchaînement de situations de détresse constitue un terreau favorable pour l'intensification des conflits intercommunautaires liés notamment au contrôle et à l'exploitation des ressources naturelles. De même, il fournit un terreau favorable à la radicalisation des jeunes au profit des groupes terroristes et autres acteurs de la violence qui sévissent dans les pays de la région. Ce contexte d'instabilité leur permet d'élaborer des offres attractives dans le cadre de leurs stratégies de communication et d'enrôlement des jeunes. A ces instabilités, viennent s'ajouter les différentes formes de criminalité transfrontalière (trafics des Armes Légères et de Petit Calibre (ALPC), trafics d'êtres humains, de drogues et d'autres produits illégaux, migration clandestine, etc.).

La forte proportion des jeunes, fortement touché par le chômage, dans la population totale a pour conséquences une augmentation exponentielle de la demande sociale qui exerce une pression difficilement soutenable sur services sociaux de base, particulièrement dans les domaines essentiels (santé, éducation, sécurité alimentaire, eau potable, emploi, habitat, environnement, etc.) et sur les ressources limitées que les économies nationales sont en mesure de générer.

Alors que la menace terroriste ne cesse d'évoluer, les pays du G5 Sahel ont en réponse, élaboré au cours des années 2020 et 2021 leurs stratégies de prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent (Burkina, Mali, Niger



et Tchad). Ces stratégies développent de nouvelles approches en matière de prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent et mettent un accent particulier sur la prise en charge de la jeunesse.

II. LA PROBLÉMATIQUE DE L'ÉDUCATION ET DE L'EMPLOI DES JEUNES DANS LES PAYS DU G5 SAHEL

La problématique de l'emploi des jeunes dans les pays du Sahel, notamment ceux du G5 Sahel, est caractérisée par un certain nombre de contraintes. Il s'agit entre autre, de la faiblesse et l'instabilité du cadre institutionnel, de l'importance de l'offre de main d'œuvre par rapport à la demande, de la saisonnalité des principales activités (notamment agricoles), ainsi qu'une formation professionnelle souvent inadaptée aux besoins de l'économie (artisanat, agriculture, élevage par exemple). A ces facteurs s'ajoutent la rentabilité relative des activités économiques, notamment dans les zones rurales, le manque de réelle politique de promotion des jeunes (non – respect des normes internationales généralement admises en matière d'emploi) et d'accès au financement de projets ainsi que la forte déperdition du capital humain que représentent les jeunes.

Dans les pays du G5 Sahel qui couvrent une superficie de 5 096 000 de km² avec de très grands espaces, l'accès aux services de base est particulièrement difficile dans certaines zones éloignées de la capitale, ce qui conduit les jeunes à abandonner leurs territoires qui ne répondent plus à leurs besoins éducationnels et d'insertion socio-économique. Ainsi, le tableau ci-dessous présente les données relatives aux aspects géographiques, démographiques, d'éducation et d'urbanisation des 5 pays du G5 Sahel.

Tableau 1: les données relatives aux aspects géographiques, démographiques, d'éducation et d'urbanisation des 5 pays du G5 Sahel.

	BURKINA	MALI	MAURITANIE	NIGER	TCHAD
Superficie (KM ²)	274 000	1 240 000	1 031 000	1 267 000	1 284 000
POPULATION (2020)	20 903 278	20 250 834	4 649 660	24 206 636	16 425 859
POP (2018) 15 – 34 ans (En %)	33,93%	32,31%	34,45%	30,96%	33,69%
Population 0 – 34 ans	78,88%	79,85%	74,53%	80,94%	80,95%
Age médian	17,3 Ans	15,8 Ans	20,5 Ans	15,4 Ans	15,8 Ans



Densité pop/ km ²	72	16	4	18	12
Taux de croissance pop. (année de réf.) 2020)	2,8%	3%	2,7%	3,8%	3%
Chômage jeunes femmes (2019)	7,7%	18,7%	25,6%	0,3%	3,0%
Chômage jeunes hommes (2019)	7,6%	15,0%	18,9%	0,8%	3,6%
Taux d'activité des 15 - 24 ans	25,5% (2018)	47,91% (2018)	20,67% (2017)	13,9% (2017)	38,5% (2018)
Taux alphabétisation (15-24 ans)	58%	50%	64%	43%	31%
Part des jeunes ni en emploi, ni en études, ni en formation (% population 15- 24 ans)	41% (2018)	26,7% (2018)	35,5% (2017)	68,6 % (2017)	37,0 8% (2018)
Pop urbaine en % du total (2020)	31%	44%	55%	17%	24%

Source : Données reconstituées à partir des données pays du site du Groupe de la Banque Mondiale (2017 à 2020)

Au total, les cinq pays étudiés comptaient 86, 436 millions d'habitants en 2020 avec une très faible densité moyenne de 24,4 habitants/km² (soit environ deux fois inférieure à celle de l'Afrique dans son ensemble) ; pour autant, les populations sont concentrées dans certaines zones (autour des fleuves, zones agricoles, villes...) et de vastes espaces sont inhabités ou peu habités. Toutefois cela est à corréliser avec une forte croissance démographique, un taux de fécondité parmi les plus élevés du monde et une pyramide des âges où la tranche des 0 à 34 ans représente une moyenne de **79 % de la population**.

Les niveaux de décentralisation et d'investissement y restent relativement faibles,



entraînant souvent des réflexes identitaires, des frustrations, surtout chez les jeunes, pouvant mener à la radicalisation et à l'extrémisme violent.

Le taux d'urbanisation encore relativement moyen (à l'exception de la Mauritanie), connaît toutefois une augmentation importante et régulière¹; ce qui pose un énorme problème de saturation urbaine dans les villes du Sahel et de capacité à répondre aux besoins de travail et de service liés à cet afflux de jeunes chômeurs.

Le taux de chômage des jeunes entre 15 et 24 ans (2019) varie entre 0,3%

La moyenne du taux d'activité de la tranche d'âge 15 -24 ans est 29,29 %

et 25,6% pour les jeunes femmes et entre 0,8% et 18,9% pour les jeunes hommes (voir tableau n°1 ci-dessus - source OIT - Emploi et questions sociales dans le monde: Tendances 2019). Toutefois ces

taux sont relatifs aux demandeurs d'emploi effectifs et ne prennent pas en compte le sous-emploi, de même ils concernent la tranche d'âge considérée comme jeune au niveau international (15-24 ans), alors que la tranche d'âge retenue par l'Union Africaine est celle des jeunes de 15 à 35 ans.

Les taux effectifs de chômage devraient se situer à des niveaux largement supérieurs et vont certainement croître en raison de la pandémie de la COVID-19. Ces forts taux liés à la croissance démographique, à l'absence de développement d'entreprises ou de projet d'auto-entrepreneur, augmente la quantité de jeunes chômeurs, et/ou de jeunes laissés en marge de la société, sont autant de recrues potentielles pour les mouvements extrémistes violents.

La moyenne du taux d'activité de la tranche d'âge 15 -24 ans est 29,29 % et reste très faible particulièrement pour cette classe d'âge. En effet, les pays du G5 Sahel connaissent un déficit criard d'établissements d'enseignement technique et de formation professionnelle. Les structures de formation, lorsqu'elles existent, sont concentrées en milieu urbain. Par ailleurs, les équipements technico-pédagogiques sont obsolètes et les curricula proposés ne correspondent pas aux besoins du marché du travail.

De plus, les taux d'achèvement des cycles de formation formelle de type formation générale, sont très faibles, de l'ordre de 44% en moyenne pour le primaire et de 24,9 % pour le premier cycle de l'enseignement secondaire et va en s'aggravant au niveau universitaire, sachant que les offres d'enseignement professionnel restent très marginales (1,1 % en moyenne). Cette situation ne permet pas de prendre en charge les besoins d'emploi et d'employabilité, notamment des jeunes exclus de l'enseignement général et provenant des écoles coraniques.

¹ Au Tchad, par exemple, les projections de l'INSED font ressortir un taux d'urbanisation de 60% en 2030.

**Tableau n° 2 : Indicateurs éducatifs dans les pays du G5 Sahel 2019**

Description	Burkina	Mali	Mauritanie	Niger	Tchad	Moyenne
Taux d'achèvement de l'enseignement primaire, pour les deux sexes (%)	42,7	56,9	53,0	40,6	26,9	44,02
Taux d'achèvement, enseignement primaire, femmes (%)	43,8	54,9	51,1	35,0	23,1	41,58
Taux d'achèvement du premier cycle de l'enseignement secondaire, pour les deux sexes (%)	16,9	32,0	52,7	9,8	13,1	24,9
Proportion de jeunes de 15 à 24 ans inscrits dans l'enseignement professionnel, les deux sexes (%)	0,8	3,5 (2018)	0,2	1,0 (2017)	0,0 (2017)	1,1
Taux de non-scolarisation des enfants en âge de fréquenter l'école primaire, pour les deux sexes (%)	21,9	41,0 (2018)	23,1	41,0	26,2	30,64

Données de l'Institut de statistique de l'UNESCO (ISU) 2010 à 2021

Cette offre éducative, décalée par rapport aux demandes de l'économie (tel que le manque de techniciens et d'ingénieurs dans les industries extractives (mines, pétroles, etc..) et l'absence de lien entre la formation et l'insertion professionnelle, ne permettent pas le développement de l'entrepreneuriat ni de l'auto-entrepreneuriat (entre 5% et 10% environ des emplois, contre 90% à



95% pour le secteur informel non agricole et le secteur agropastoral). De même, l'absence de dispositif performant d'information sur les métiers et sur l'orientation professionnelle, sont autant de facteurs qui expliquent les niveaux d'exclusion et les taux élevés de chômage des jeunes au sein des pays du G5 Sahel.

Il faut ajouter à cette situation les taux de la part des « jeunes ni en emploi, ni en études, ni en formation » qui représentent pour l'année 2018, une moyenne de 41,76 % de la population des jeunes de 15-24 ans. L'éducation est un droit pour tous les citoyens ; mais l'insécurité découlant des actions terroristes les empêchent d'en jouir, d'où le risque d'une rupture d'égalité, d'équité dans l'offre des services éducatifs au niveau national. Les problèmes liés à l'éducation et à l'emploi étaient structurels, bien avant leur aggravation par les événements sécuritaires. Pour y apporter des perspectives de solution, il est nécessaire de déployer des efforts continus dans :

- la reformes de politiques éducatives pour mieux les adapter à la sociologie et au contexte local avec l'inclusion des langues nationales en support sans remettre en cause l'usage du français qui demeure une richesse et une ouverture ;

- la culture de la fonction publique, où les jeunes attendent tout de l'Etat, est un problème de fond. Elle doit être dépassée dans l'espace francophone et au Sahel pour mieux favoriser l'emploi des jeunes via l'entrepreneuriat et le développement d'initiatives locales en faveur des jeunes ;

- l'intégration de l'espace francophone, au Sahel et au-delà ; n'est pas suffisamment ancrée sur des initiatives favorisant l'emploi, même si on note beaucoup d'efforts sur le plan culturel à travers des formations classiques universitaires de la Francophonie grâce à l'AUF et ses campus numériques francophones ;

- les formations professionnalisantes en faveur des métiers libéraux et l'échange international ne sont pas encore assez suffisants malgré des progrès. L'insécurité pose le problème même de la stabilité dans les territoires : écoles fermées dans certaines zones, dégradation des infrastructures et des équipements, du mobilier et autres matériels pédagogiques ;

- des stratégies innovantes pour limiter les interruptions du cursus scolaire des élèves, l'accentuation des disparités déjà existantes (entre zones urbaines et zones rurales), l'indisponibilité des kits scolaires et la réticence des communautés ainsi que la démotivation des élèves et des parents (cela ne motive pas les parents d'envoyer leurs enfants à l'école, surtout que certains doivent parcourir 3 à 5 km) ;

- l'absence de l'administration scolaire (départ massif des gestionnaires et des

L'insécurité perturbe davantage les activités socio/économiques qui représentaient des débouchés pour les jeunes.

enseignants pour fuir la violence des combats et des tueries) ;

- le bon fonctionnement des politiques nationales éducatives qui sont affectées par la territorialisation avec parfois une scission du système éducatif quand le pays est divisé et que chaque partie est contrôlée par un protagoniste donné ;

- les budgets nationaux, plus tournés vers la gestion sécuritaire, au détriment de l'éducation et de l'emploi, d'où la nécessité de changement de paradigme des Etats et d'un soutien de partenaires comme l'OIF ;

- une protection renforcée des jeunes par les Etats et leurs partenaires internationaux pour prévenir leur embrigadement car l'insécurité perturbe davantage les activités socio/économiques qui représentaient des débouchés pour les jeunes : pêche dans le bassin du lac Tchad, agriculture, pastoralisme, culture... En conséquence, beaucoup de jeunes sont embrigadés et recrutés par des organisations criminelles.

III. PERSPECTIVES POUR RÉPONDRE AUX ENJEUX DE L'ÉDUCATION ET DE L'EMPLOI DES JEUNES DANS UN CONTEXTE SÉCURITAIRE FRAGILE.

L'espace G5 Sahel est marqué par une augmentation rapide de sa population jeune,

Les taux de chômages et les « stocks » de chômeurs sont importants...

avec des projections de doublement de cette population en 2050. Les taux de chômages et les « stocks » de chômeurs sont importants et de plus en plus de jeunes arrivent sur le marché du travail. Il s'agit de générer

suffisamment d'emplois pour absorber l'afflux de centaines de milliers de jeunes sur les marchés du travail en créant des opportunités d'insertion socioéconomiques et en renforçant leur employabilité et leur culture entrepreneuriale. Développer le sens des responsabilités individuelles et collectives et l'implication des jeunes dans la vie sociale, renforcer leur participation citoyenne et promouvoir le civisme et le volontariat, devraient permettre d'asseoir une réelle culture de la paix, des droits humains et de la citoyenneté afin de lutter contre la radicalisation et de l'extrémisme violent. Il s'agit de poser les bases d'une construction commune du « vivre ensemble » et de l'intégration des jeunes dans leur société. La promotion de la culture de la paix et des dialogues intergénérationnels et intercommunautaires, ainsi que la promotion du civisme, de la citoyenneté et du volontariat peuvent contribuer à améliorer le vivre ensemble et prévenir la radicalisation des jeunes.

Pour ce faire, plusieurs pistes sont à envisager comme :

- le renforcement du pilotage des politiques de jeunesse à l'échelle des pays du

G5 Sahel.

- la déclinaison des politiques locales de jeunesse afin d'améliorer les actions de proximité en faveur des jeunes et leur fixation dans leurs territoires tout en stimulant les investissements et les financements propices au développement de l'emploi durable pour les jeunes. Dans cette perspective, chaque pays a élaboré une politique nationale de la jeunesse:
 - au Burkina Faso : politique Nationale de la jeunesse 2015/2024 accompagné d'un plan d'action 2016/2018.
 - au Mali : Politique cadre de développement de la jeunesse, le document de politique a été adopté en 2012 et est en cours de relecture.
 - en Mauritanie : Stratégie nationale de la jeunesse 2020/2024, stratégie élaborée mais non encore adoptée par le gouvernement.
 - au Niger : Politique Nationale de la jeunesse adoptée en 1996 et réactualisée en 2011 et est en phase de réactualisation.
 - au Tchad : Le processus d'élaboration de la politique Nationale de la jeunesse a commencée en 2014 et a été adoptée le 30 avril 2019. Un plan quinquennal pour la mise en œuvre de la politique nationale de la jeunesse est en phase d'élaboration. La mise en œuvre de ces cadres programmatique n'a pas encore donné les résultats escomptés en raison de la faible implication des jeunes à leurs élaborations et de la faiblesse des financements de la part des Etats et des partenaires.
- le renforcement des mécanismes de concertation et de coopération sur le plan national, régional et international, en matière de politiques de jeunesse et le suivi des engagements internationaux et régionaux pour la promotion de la jeunesse.
- l'amélioration du niveau de mobilisation des investissements tant publics que privés pour les politiques et programmes jeunes.
- renforcer l'ouverture des politiques éducatives dans le Sahel à travers plus de formations professionnalisantes.
- favoriser une francophonie de l'intégration culturelle qui va vers une meilleure intégration français/langues nationales avec plus d'ouverture culturelle féconde; cela favorisera l'usage dynamique du français et des langues nationales de façon complémentaire, sans tension.
- penser un cadre d'échange professionnel des jeunes dans l'espace sahélien et francophone : soutien au financement d'entreprises entre pays, voyages



d'études professionnels pour les jeunes afin de partager les expériences de réussite.

- renforcer l'éducation aux valeurs de la paix et de la sécurité à travers le soutien à des programmes éducatifs scolaires, associatifs et para scolaire : bibliothèques, centres socio-éducatifs.

CONCLUSION

Sur la base du chiffre très illustratif de 200 000 nouveaux chômeurs par an et par pays, les pays du G5 Sahel vont enregistrer 19 millions de nouveaux chômeurs d'ici à 2030, en plus du nombre important de chômeurs déjà existant. Ce qui fait de la question de la formation et de l'emploi des jeunes, dans cette partie de l'Afrique, un enjeu majeurs surtout dans un contexte de grave crise sanitaire liée à la pandémie de la COVID-19 et son impact sur l'économie dans un contexte de crise alimentaire et climatique dans des pays confrontés à une situation de forte insécurité transfrontalière.

À cette allure, il est essentiel de mieux repenser les alternatives éducatives et de réinsertion de la jeunesse dans la vie sociale et ce, à toutes les échelles (la problématique se pose de façon spécifique à chaque cas : cas de Diffa, Tillabéry, Maradi au Niger, différents de celui de fada N'gourma au Burkina Faso, ou de Gao, Ménaka au Mali). Elles doivent répondre aux besoins cognitifs, psycho-sociaux des jeunes et véhiculer des messages de paix et de réconciliation. En tout état de cause, ces stratégies doivent intégrer tous les acteurs : Etats, groupes extrémistes, communautés locales, ONG Humanitaires et partenaires internationaux, mais surtout les jeunes.